

24 Nov. - 14^{ème}
11 Déc
2017
Foire de toutes les opportunités

Foire
Internationale de
LOME



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo
Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: cetefome@cetef.tg

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°549 du 23 Octobre 2017
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Assistance aux populations du grand nord :

**Aimes-Afrique
aux côtés du
gouvernement
pour un
développement
durable** P6



Des médecins de AIMES-AFRIQUE...

Editorial

**Arrêter le désordre
pour passer au concret**

Nous l'avons toujours dit
et personne n'a voulu
nous comprendre ni
nous prendre au sérieux.

La violence, la guerre n'a
jamais fait progresser aucun
pays. Bien au contraire elles
les rétrogradent. La Côte
d'Ivoire, et bien d'autres
pays qui ont connu la guerre
en sont conscients et
comprennent mieux les
affaires de ce fléau.

Lorsque les troubles ont
commencé, nous faisons
partie de ces togolais qui
appelaient à privilégier le
dialogue et la paix, mais
l'incompréhension et
l'intolérance ont eu le dessus
sur la raison et la loi a cédé
aux chantages et à la
violence.

Suite à la page 4

Crise au Togo :

P3

Après avoir boudé l'OIF, l'opposition réclame Macron pour aider le Togo à sortir de sa crise



Emmanuel Macron



Jean-Pierre Fabre



Me Paul Dodzi Apévon



Atchadam Tikpi

**LES PAYS DE LA SOUS-RÉGION
À PIED D'ŒUVRE POUR UNE
SOLUTION RAPIDE AU TOGO:**

**L'Ivoirien Ahmed
Bakayoko reçu par
le chef de l'Etat**



P4

Situation politique au Togo :

P3

De la nécessité d'éviter le chaos



Des manifestants déchaînés posant des barricades



CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

Communiqué du Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale relatif au reversement des cotisations sociales aux enseignants auxiliaires

En application de la recommandation n°2 de la cellule ad hoc créée par arrêté n° 2017-003/PMRT du 20 mars 2017 et placée auprès du ministre de la Fonction publique, du travail et de la Réforme administrative pour régler les questions de cotisations ou de prélèvements opérés sur les salaires de certains enseignants auxiliaires avant leur reversement dans le cadre des fonctionnaires, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale informe les enseignants auxiliaires concernés que l'opération de rétrocession des prélèvements sera effective sur l'ensemble du territoire national du **mercredi 18 octobre 2017 au lundi 18 décembre 2017 aux guichets de tous les bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT).**

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale tient à souligner que cette opération ne concerne que :

- **les enseignants auxiliaires actifs, retraités ou décédés qui ont fini de payer les retenus rétroactives à la Caisse des Retraites du Togo**

(CRT) au nombre de mille quatre cent soixante-quatre (1464) ;

- **les enseignants auxiliaires dont le paiement des retenues rétroactives est en cours à la Caisse des Retraites du Togo (CRT) au nombre de quatre mille quarante-huit (4048), soit un effectif total de 5512 enseignants auxiliaires.**

Les intéressés sont invités à se présenter aux niveaux des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national, munis de leur pièce d'identité en cours de validité.

NB : la liste détaillée des concernés sera affichée au sein des Divisions Régionales de la CNSS et des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national.

Fait à Lomé le2017

16 OCT 2017



Le Directeur Général

(Signature)
IDRIS AWADE



Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- **PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#**

2- **PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Crise au Togo :

Après avoir boudé l'OIF, l'opposition réclame Macron pour aider le Togo à sortir de sa crise

Nous avons toujours fait remarquer que l'opposition au Togo manque de constance et de réalisme dans ses prises de positions. C'est une opposition qui de tout temps dit ne pas être consommatrice de poules mais en consomme ses œufs.

C'est une opposition qui s'arrange à s'en prendre à tous ceux qui ne voient pas les choses comme elle.

Régulièrement, elle a démontré à tous qu'elle est à elle seule suffisante pour trouver des solutions aux problèmes qu'elle a soulevés et qui ont envenimé la crise dans le pays.

Tout le monde sait que lorsque ça ne va pas entre deux personnes, il faut une tierce pour les aider à se départager.



Jean-Pierre Fabre



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson



Me Paul Dodzi Apévon



Atchadam Tikpi

C'est en cela que de bonnes volontés se sont proposées pour aider le Togo à sortir de la crise qu'il traverse en ce moment.

Les USA, la France, l'Allemagne et l'union européenne ont collégialement dit leur part en proposant des pistes de sortie.

La CEDEAO, ainsi que les

Nations Unies ont, pour leur part, envoyé des missions pour le même rôle : trouver des portes de sortie de crise.

L'OIF ne s'est pas mise à l'écart. Elle s'est impliquée en envoyant une mission pour écouter les deux protagonistes de la crise : l'opposition et le pouvoir en place.

Le paradoxe c'est que toutes

ces missions ont été balayées du revers de la main et de façon systématique par l'opposition qui, prenant appui sur la révolution au Burkina voisin qui a emporté Blaise Compaoré, se dit être suffisamment outillée pour faire partir un Chef d'État élu.

A l'endroit de certaines personnalités de toutes ces instan-

ces internationales, le langage adopté par l'opposition a été tout sauf courtois avec des injures par endroit.

Ibn Chambas et la Chef de mission de l'OIF en ont eu pour leur dose.

Comment comprendre que des gens qui aspirent atteindre la magistrature suprême de notre pays puissent agir comme si le Togo était sur une autre planète ? Aucun pays aujourd'hui ne peut faire fi de la communauté internationale avec laquelle de grandes interconnexions se jouent.

L'opposition togolaise elle, elle peut tout refuser, tout rejeter sans en aucune analyse raisonnable.

Comment on peut en sa qualité d'opposant prendre le mauvais risque de mettre le reste du monde contre soi ? Nous sommes au Togo et nous savons qu'ici, la honte et le ridicule ne tuent pas.

C'est ce qui peut expliquer que la semaine dernière, sur Rfi, l'opposition ait pu conclure que tous les chefs d'États de la CEDEAO ont parlé sans issue à Faure et qu'il ne reste que Macron pour sauver le Togo. C'est bizarre cette position quand on sait qu'il y a à peine quelques jours les mêmes s'acharnaient à injurier et à traiter de tous les noms d'oiseaux la patronne de l'OIF pourtant venue pour la bonne cause. En sollicitant Macron aujourd'hui, l'opposition a apparemment oublié que l'OIF est pratiquement une émanation de la France.

Ça ne fait pas sérieux de jouer ces jeux d'enfants. Peut-être que Macron ne sera pas lynché si sa vision venait à ne pas se retrouver dans celle de l'opposition qui le réclame aujourd'hui.

Situation politique au Togo :

De la nécessité d'éviter le chaos

Pour aucune raison, les revendications politiques ne doivent nous conduire à commettre des dégâts matériels, moins encore, des crimes de sang. Si la violence était justement le passage obligé pour aboutir à des réformes politiques souhaitées par tous, on n'en serait plus à ce stade. Que ce soit des rues barricadées, des pneus brûlés sur les chaussées, des maisons sac-cagées, les populations tabassées à domicile, des agents de sécurité lynchés ou les manifestés tués, rien ne peut justifier de tels actes cruels entre les filles et fils d'une même nation, condamnés à vivre ensemble au-delà de tout.

Les jours écoulés ont été une fois de plus marqués par des événements douloureux qui vont longtemps rester gravés dans la mémoire des Togolais. A l'heure du bilan, il ne s'agira pas seulement de rechercher les coupables des actes répréhensibles mais aussi, de compter les dégâts matériels et les morts et c'est ce qui fera grincer beaucoup plus les dents.

Aussi, des activités socioéconomiques sont-elles excessivement perturbées à Lomé et dans plusieurs villes du pays,



Des manifestants déchaînés posant des barricades (Photo archives)

mettant en mal l'économie nationale. Sur le plan scolaire, à cause des troubles engendrés par les manifestations politiques dans le pays, plusieurs établissements scolaires aussi bien publics que privés ont été contraints de fermer les portes. Conséquence : le calendrier des activités pédagogiques commencent par être perturbées. On note au nombre des conséquences fâcheuses engendrées par les troubles politiques de ces derniers jours des édifices publics et privés détruits, une autre manche de pertes pour l'Etat et les citoyens.

Et la plus grave des dégâts difficiles à effacer dans les esprits, c'est bien les pertes en vies humaines de tous bords.

Les familles éplorées continuent de verser les larmes. Les pères et mères de famille fauchés ont laissé des orphelins à jamais abandonnés à leur triste sort ; les enfants décédés quant à eux, laisseront pour toujours un souvenir amer à leurs parents qui ne finiront pas de pleurer leurs progénitures qu'ils ont vu naître et ont enterrés les larmes aux yeux.

Si malgré plusieurs milliards de nos francs et les énergies dépensés pour réconcilier les Togolais entre eux à travers la commission Vérité-Justice et Réconciliation, les revendications politiques censées trouver des solutions autour d'une table de négociation nous amènent encore à des actes de violence, c'est chose bien

déplorable. Mais comme on ne perd rien dans la continuité d'un dialogue permanent en vue d'instaurer la paix, il est capital de toujours privilégier la voie des discussions, la seule possibilité de sauvegarder la paix, surtout que le gouvernement a toujours été ouvert au dialogue.

L'opposition a ainsi l'impérieux devoir d'éviter de se camper dans une intransigeance aveugle qui risque de tout tirer vers le bas. Le plus important en ce moment précis est d'avoir une capacité d'écoute nécessaire face à l'interlocuteur en vue d'un terrain d'entente dans l'intérêt général. Au-delà de toutes les médiations internationales derrière lesquelles court l'opposition togolaise, la meilleure des voies à suivre demeure une compréhension mutuelle entre Togolais sans laquelle aucune médiation quelle qu'elle soit ne saura rien régler.

La sagesse des uns et des autres pourra certainement amener l'opposition et le parti au pouvoir à se parler avec franchise en vue d'une solution durable à la crise que traverse le pays.

Apo

Tchagnao

Les pays de la sous-région à pied d'œuvre pour une solution rapide au Togo:

L'Ivoirien Ahmed Bakayoko reçu par le chef de l'Etat

La situation politique actuelle au Togo ne laisse indifférents les pays de la sous-région qui par des approches et contributions tentent de jouer leur partition pour une sortie définitive. C'est dans cette optique que, Ahmed Bakayoko, ministre d'Etat, chargé à la défense de la République de Côte d'Ivoire, a été reçu en audience le vendredi dernier par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.



Ahmed Bakayoko (g) reçu par Faure Gnassingbé (dt)

Depuis quelques semaines, l'instar du Bénin, du Ghana, les pays de la sous-région à de la Guinée, et de la Côte

d'Ivoire sont préoccupés par la situation politique tendue qui prévaut au Togo.

Le ministre Ivoirien de la défense Ahmed Bakayoko qui s'est entretenu avec le président Faure Gnassingbé était porteur d'un message du président Ivoirien Alassane Dramane Ouattara.

Lors de cette entrevue, l'émis-saire Ivoirien s'est informé sur la situation qui prévaut dans le pays et fait cas à son

hôte de celle de la Côte d'Ivoire. Le Togo et la Côte d'Ivoire entretiennent de bonnes relations d'amitié et d'échanges commerciaux.

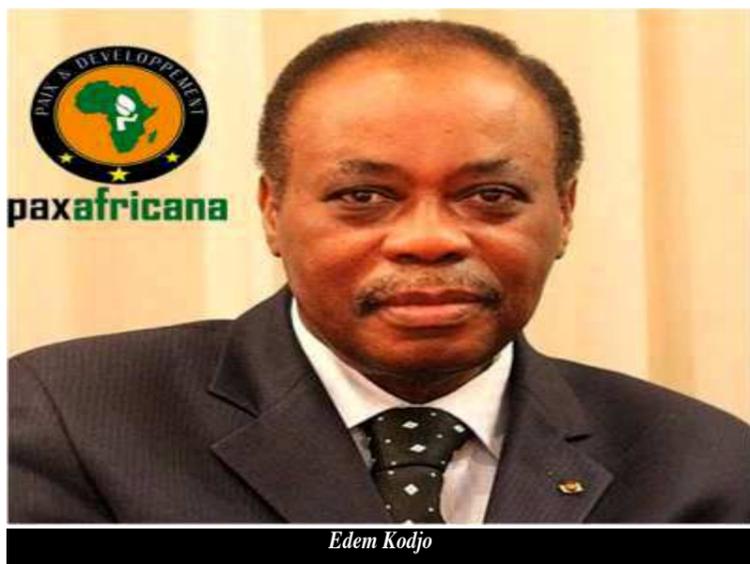
Cette audience a été une occasion pour le ministre Ivoirien de la défense et le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de la CEDEAO, d'aborder les questions sous régionales et l'actualité sur le continent.

Nouvelle Opinion

Edem Kodjo face à la crise togolaise :

" Ce n'est pas seulement de l'extérieur que peut venir la solution "

Le Togo est aux prises avec une crise sociopolitique sans précédent. Les protagonistes restent cantonnés sur des positions qui n'augurent pas des lendemains meilleurs pour notre nation. Les manifestations de rue sont devenues récurrentes avec des débordements, des dégâts matériels et des morts d'hommes.



Edem Kodjo

Face à cette atmosphère très tendue, la communauté internationale, les acteurs de la scène politiques et la diplomatie s'invitent pour proposer une porte de sortie. Edem Kodjo, ancien premier ministre et ancien secrétaire général de l'UA est sorti de son mutisme. A travers un communiqué de sa fondation PAX AFRICANA, il s'est prononcé sur la situation politique.

Edem Kodjo a appelé les différents acteurs à se munir de courage et aller à la discussion. Pour l'ancien locataire de la primature, qui se propose en médiateur, ce n'est pas seulement de l'extérieur que peut venir la solution.

Selon la fondation PAX AFRICANA, le Togo connaît depuis

le 19 août dernier des manifestations répétées de plus en plus violentes avec des dégâts matériels énormes et des pertes en vies humaines. Edem Kodjo a indiqué avoir pris le temps de réfléchir sur la gravité des faits avec cette situation qui a assez duré.

L'ancien Premier Ministre a

également expliqué que les dernières confrontations des 18 et 19 octobre derniers démontrent pleinement que nous sommes loin de la réalisation de nos souhaits. De ce fait, il a lancé un appel à toutes les parties

" Au nom de l'organisation non gouvernementale PAX AFRICANA dont j'assume la présidence et qui a pour mission d'œuvrer pour la paix en Afrique, je me permets humblement d'interpeller les Hautes autorités nationales, en particulier le chef de l'État, le gouvernement, la classe politique (l'opposition et la sensibilité présidentielle ainsi que la société civile et les invite à prendre l'initiative d'une discussion qui permette de mettre à plat tous les sujets d'incompréhension et d'identifier ensemble les pistes de solutions

viables et durables pour le pays", a expliqué Edem Kodjo.

Le président de Pax Africana estime que ce n'est pas seulement de l'extérieur que peut venir la solution. Ainsi, propose-t-il ses services de médiateur qui sera sa contribution à la réalisation du grand idéal qui sera la sortie de crise.

" Il est temps de prendre le taureau par les cornes et d'aller courageusement vers les voies d'un dialogue républicain et fécond, susceptible de nous éloigner de cette crise qui se prolonge et s'éternise " indique le communiqué de PAX Africana.

Editorial :

Arrêter le désordre pour passer au concret !

Suite de la UNE

Les victimes ainsi que les morts en sont déjà de trop et l'heure a sonné pour tous d'arrêter, de mettre le Togo au centre, puis de tirer la leçon qui s'impose.

On ne saura aller à la démocratie ou au changement que le peuple veut avec bon nombre de lutteurs dans l'au-delà.

Nous voulons certes le changement, mais un changement qui verra tous les Togolais en

vie pour en tirer profit.

L'opposition tout comme le pouvoir en place doit entendre l'appel de toutes ces bonnes volontés qui veulent nous aider pour une sortie de crise.

Vivement, que le tout puissant apaise le cœur des uns et des autres et qu'il fasse que l'amour règne partout sur la terre de nos aïeux.

Le Togo nous appartient tous et personne n'a intérêt que tout pourrisse.

Tchagnao

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER N° VERT **8280** Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE N° VERT **8201** Renseignements

OTR
DANCE TOGOLAISE DES ROYTTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAVée prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroïne Tchagnao
Dalikou Lynda A.

Imprimerie:

IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :

2.000 exemplaires

Colloque international sur l'arbitrage en matière maritime :

Les questions liées à la mer au cœur des échanges

Les questions liées à la mer sont cœur des préoccupations des acteurs maritimes de par le monde au vue des fléaux qui affectent dangereusement l'espace marin. Ainsi, à l'initiative de la Cour d'Arbitrage du Togo (CATO), un colloque international sur le thème " l'arbitrage, le droit maritime et les assurances en Afrique " s'est déroulé jeudi et vendredi derniers à Lomé.



Photo de famille

Des experts d'Europe, d'Afrique et de pays membres de l'Organisation pour Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) ont pris part à cette rencontre

re d'envergure internationale.

Durant ces deux jours les participants ont partagé leurs expériences dans le domaine de l'arbitrage en

matière maritime et sur la question des assurances. Les opérateurs économiques, les grandes entreprises et les étudiants du domaine des contentieux internationaux et

du contentieux des affaires sur la problématique des règlements de litiges maritimes étaient également présents à cet important colloque.

Les travaux ont été officiellement lancés par le Ministre Conseiller du Chef de l'Etat, chargé de la Mer, M. Stanislas Baba. Dans son mot d'ouverture, il a fait le lien entre cette rencontre et celle de l'Union Africaine sur la sûreté et la sécurité maritime, abritée par la capitale togolaise en 2016 et qui a connu une brillante réussite.

Ces assises d'importance capitale témoignent de l'in-

térêt que portent les autorités togolaises avec à leur tête le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, pour le développement de l'économie bleue. Le ministre Stanislas Bamouni Baba lors de son allocution a assuré de la disponibilité du gouvernement togolais à œuvrer aux côtés des opérateurs économiques au progrès de ce secteur.

Durant les deux jours de colloque, les participants ont jeté des bases pour la protection des mers et océans pour un développement durable.

Antarou

Situation sociopolitique au Togo :

Le PM Klassou rassure et invite la communauté musulmane à œuvrer pour un retour au calme

La situation sociopolitique au Togo n'est pas sans inquiéter les acteurs politiques, les populations, le gouvernement et la communauté internationale. Le gouvernement et la communauté internationale tentent de jouer leur rôle pour une solution durable. Ainsi, le Premier Ministre, Komi Selom Klassou, a rencontré vendredi dernier, une délégation des Imans de la Région Maritime pour échanger sur la situation sociopolitique qui prévaut actuellement dans le pays. Les troubles survenus dans la ville de Sokodé et dans certaines villes du pays, suite à l'arrestation d'un imam justifient la démarche du gouvernement à entreprendre des discussions avec les leaders religieux.



La communauté musulmane de la région Maritime chez le PM Klassou

Le chef du gouvernement a également rassuré à la communauté musulmane qu'elle ne sera la cible d'aucune stigmatisation

au regard des interprétations sur la situation du pays. Il a rappelé que notre pays est un Etat de droit qui garantit et

protège les libertés publiques.

Le Togo est un pays de tolérance, de coexistence, de dialogue entre les religions qui doivent s'accepter mutuellement étant donné que les récentes tensions politiques ont suscité des commentaires haineux à l'endroit des musulmans. Cette démarche du gouvernement vers la communauté musulmane pour échanger sur la situation sociopolitique du pays s'inscrit dans la politique de respect et d'entente du chef de l'Etat Faure Gnassingbé

Le chef du gouvernement a aussi rappelé combien les

musulmans et d'autres confessions religieuses jouent un rôle positif pour la cohésion sociale et la garantie de la paix civile. L'Union musulmane du Togo (UMT) a demandé aux responsables religieux de rester dans leur rôle pour la préservation de la paix au Togo.

Le PM avait à ses côtés lors de ces échanges, le ministre Yark Damehane de la Sécurité et de la Protection civile et le ministre Payadowa Boukpassi de l'Administration territoriale de la Décentralisation et des Collectivités locales.

La Rédaction

TOGO : La communauté internationale appelle les acteurs à un dialogue immédiat

La crise politique qui secoue le Togo depuis plus de deux mois a atteint des proportions inquiétantes. La tension est arrivée à son comble avec des manifestations de rue qui ont occasionné des pertes en vie humaine et de nombreux dégâts matériels. Au regard de cette situation qui ne cesse de perdurer avec les positions tranchées des acteurs politiques, la communauté internationale a réagi pour appeler les deux parties à privilégier la voie de la concertation.

Ainsi, dans un communiqué conjoint rendu public

vendredi dernier, la Délégation de l'Union Européenne, la Coordination du Système des Nations Unies au Togo et les Ambassades de la République Fédérale d'Allemagne, de France et des Etats-Unis d'Amérique ont condamné les actes de violence qui ont ébranlé le pays et occasionné des pertes en vies humaines au cours des manifestations publiques organisées ces derniers jours par l'opposition.

Pour ces institutions internationales, il faut une solution idoine à la crise vu les

manifestations qui sont légion avec l'atmosphère tendue entre l'opposition et le pouvoir.

Pour y remédier, elles ont appelé les acteurs politiques à ouvrir un dialogue immédiat.

La Délégation de l'Union Européenne, la Coordination du Système des Nations Unies et les Ambassades de la République Fédérale d'Allemagne, de France et des Etats-Unis d'Amérique ont expliqué dans ce communiqué conjoint, combien elles sont préoccupées par la situation politique au Togo. Elles ont ainsi déploré

les actes de violence, de provocation et d'intimidation de ces derniers jours et les pertes humaines en exprimant leurs sincères condoléances et compassions aux familles éplorées. Ces représentations diplomatiques ont réitéré leur appel à toutes les forces politiques à ouvrir un dialogue afin de ramener le calme et l'apaisement dans le pays. Pour ces institutions, ce dialogue doit être apaisé, sincère et constructif. Ce serait la seule voie, de sortie de crise qui paralyse le pays.

Antarou

Assistance aux populations du grand nord : **AIMES-AFRIQUE aux côtés du gouvernement pour un développement durable**

Promouvoir la santé et l'éducation pour tous en Afrique et amener l'hôpital vers la population démunie est la mission que s'est fixée l'ONG Aimes-Afrique Togo. C'est dans sa mission d'assistance aux couches les plus vulnérables que l'ONG Aimes-Afrique a organisé une tournée vers les populations de la région de la Kara et centrale où plusieurs activités ont été réalisées par ses membres. Au total 10 grandes activités ont été menées pendant deux semaines à savoir du 9 au 20 octobre 2017.

Tout a commencé par une série de formations qui se sont déroulées au palais de congrès de Kara où des leaders d'opinion des villages de la zone A à savoir Timbou, Takpamba, Atalotè, Djamdè Fazao où une



Des médecins de AINMES-AFRIQUE

cinquantaine de responsables d'OSC des régions des Savanes et de la Kara ont été outillés sur les bonnes pratiques de la santé. Dans cette même optique, les agents de santé des régions de la Kara et des savanes ont reçu les techniques de montage de projets ainsi

que la recherche de financement et l'animation des émissions radiophoniques dans le cadre de la vulgarisation du code de la santé publique du Togo. Sur la promotion de la santé communautaire qui est si importante à l'ONG Aimes-Afrique, les Agents de Santé



Des patients pris en charge par AIMES-AFRIQUE

Communautaire et les responsables de Comité de Gestion des Structures Sanitaires (ASC/COGES) ont été formés au cours d'un atelier qui a duré 5 jours. Pour ce qui concerne l'activité de l'opération chirurgicale foraine qui se fait chaque année de façon gratui-

te, l'ONG a pu servir 212 patients au CHR Kara Tomdè. Cette opération s'est déroulée les 13 et 15 octobre 2017 en présence du Directeur régional de la santé de la région de la Kara, le Dr Agoro.

Ces patients ont été recensés dans les 15 cantons de la préfecture de la Kozah dans les mois de juillet et septembre 2017. Signalons que cette principale activité a été une réussite sauf que plus de 500 patients recensés n'ont pas été opérés faute de ressources et de délai de programmation. Mais l'équipe d'Aimes-Afrique promet de revenir dans les jours à venir. Aimes-Afrique à travers sa mission s'est engagée dans la promotion de l'éducation en cultivant l'excellence.

C'est dans ce sens que les premiers responsables ont, au cours de leur séjour dans la préfecture de la Kozah procédé le 20 octobre 2017 à l'inauguration d'un bâtiment scolaire de 3 blocs à l'EPP Djamdè. Ils ont profité de l'occasion pour faire don de matériels sportifs (30 jets de Maillots complets, Bas de chaussette) à l'équipe sénior et cadette du village de Djamdè de la Kozah. D'autres matériels sous forme de don ont été mis à la disposition du CMS de Langabou.

En ce qui concerne les prochaines missions médico-chirurgicales foraines qui se tiendront en janvier 2018, l'ONG Aimes-Afrique a eu à faire une séance de travail avec les responsables du CHP Sotouboua et le CHP Blitta ainsi que les différents départements de ces hôpitaux pour une bonne planification de leurs activités.

Première vague de Volontariat international de réciprocité au Mali : **4 Jeunes Togolais engagés pour une parfaite réussite de leur mission**

Dans le cadre du Volontariat International de Réciprocité (VIR), quatre (4) jeunes volontaires mobilisés par l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) ont quitté Lomé le 16 octobre 2017 pour Bamako. Premier du genre dans la sous-région, ce renforcement de relations bilatérales entre le Togo et le Mali se situe dans le cadre d'un accord de partenariat qui a été signé en janvier 2017 entre l'ANVT et le Centre National de Promotion du Volontariat au Mali (CNPV).

Peu avant leur départ sur le territoire malien, une rencontre d'échanges s'est tenue au cabinet du ministre chargé de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mme Victoire Tomégah-Dogbé. Etaient présents le représentant de l'ambassadeur de la CEDEAO au Togo M. Moussa Dandar, le Directeur Général de l'ANVT M. Omar Agbangba ainsi que les directeurs des autres départements du ministère.

Cette rencontre d'échange a porté sur les derniers réglages de la mission et sur les dispositions à prendre pour une mission réussie. Le Volontariat International de Réciprocité est l'un des volets de volontariat, mis en œuvre par l'ANVT



Photo de famille

depuis 2015. Selon Omar Agbangba, il permet la mobilité des jeunes, le brassage des cultures et favorise par ricochet l'intégration des peuples de la CEDEAO. Ce Volontariat International de Réciprocité a connu une phase pilote au cours de laquelle 5 volontaires togolais ont effectué une mission en France entre 2015 et 2016. Pour cette année encore, ils sont au nombre de 15 volontaires dont 4 pour le Mali et 6 autres qui sont déjà en France à être mobilisés pour la même cause.

Pour ces 4 volontaires togolais qui évolueront aux côtés des maliens, la durée de leur mission est d'un an. Etant tous

des pionniers, Mme Tomégah-Dogbé a félicité chacun d'eux car le chemin parcouru a été long. Et c'est le lieu pour elle de remercier toute l'équipe de l'ANVT qui n'a cessé d'œuvrer à leur côté. Elle les a prodigué de sages conseils pour une parfaite réussite de leur mission.

C'est le lieu pour elle de rappeler leur responsabilité qui est celle de réussir au risque de fermer la porte à d'autres. Mme la ministre a également invité à un travail bien fait, à la discipline, à la rigueur, et surtout au professionnalisme. Moussa Dandaré, représentant de la CEDEAO au Togo, dans son intervention a

salué les autorités togolaises qui ont eu l'ingénieuse idée de mettre en place ce programme de volontariat qui aujourd'hui est un exemple dans la sous-région.

Pour lui, le volontariat international de réciprocité, est un système intégrateur qui cadre avec les objectifs des pères fondateurs de la CEDEAO. Il a souhaité bon vent à ces quatre ambassadeurs togolais afin que leur mission, qui est une première dans l'espace CEDEAO, soit une réussite pour que dans les jours à venir il puisse inspirer d'autres pays de la sous-région.

Elom

Kodjovi

Apothéose du tournoi marquant les 6 ans d'existences de l'As Soccer :

L'équipe B dudit club sacré champion de l'édition 2017

L'AS SOCCER pour fêter ses 6 ans d'existence, a organisé depuis un mois un tournoi qui a connu la participation de plusieurs clubs. L'apothéose de ce tournoi a été jouée le samedi 14 octobre dernier sur les installations de l'As Soccer à Agoè-Nyivé. C'était un grand match de football qui s'est déroulé entre l'équipe B et l'équipe C dudit club et qui a connu le sacre de l'équipe B de l'As Soccer. Étaient présents pour la circonstance, les partenaires, les promoteurs sportifs et culturels ainsi que les artistes de la chanson togolaise.

Avant la finale, le décor a été planté par le match de la 3ème place qui s'est déroulé



Remise de lot au champion

entre l'équipe A et l'équipe D du même club. Cette 3ème place a été remportée par l'équipe A par 1 but à zéro à l'issue des tirs aux buts après le

nul concédé tout au long du temps réglementaire. Après cette première partie, place à la grande finale qui a été riche en actions. Aprement disputée

entre l'équipe B et l'équipe C, cette finale a vu le sacre des joueurs de l'équipe B qui l'ont finalement emportée après les séances de tirs aux buts.

A l'issue de cette finale qui marque la fin du tournoi qui s'est étendu sur une période d'un mois, le Président du club, Mama GAFAR, a tout d'abord rendu grâce à Dieu tout puissant pour le fait qu'il s'est déroulé sans aucun incident majeur.

Pour lui, l'objectif a été atteint car ce tournoi a révélé encore des talents cachés qui pourront dans un futur proche renforcer l'équipe des éperriers du Togo.

Il a enfin remercié le grand public qui a fait le déplacement

pour venir apprécier le savoir-faire des joueurs de l'As Soccer.

Pour les prochaines éditions, il a promis d'en faire autant pour que ce tournoi puisse regrouper plusieurs équipes de tout le Togo, voire de la sous-région.

Signalons que le tournoi est soutenu par plusieurs partenaires à savoir la Brasserie BB Lomé à travers son produit PILS, CCT Bâtiment, Déco BTP et Zilla Sarl, spécialisés dans les travaux publics et bâtiments. Le ton de la rencontre a été donné par Sergio sport, le promoteur de la foire ADJAFI, le représentant de VIVAMALIX.

Junior

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Conseil des Ministres s'est tenu le vendredi 20 octobre 2017 au Palais de la Présidence de la République sous la présidence du Président de la République,

Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE.

Le Conseil a :

- examiné et adopté un (01) projet de loi et un (01) décret ;
- examiné en première lecture deux décrets ;
- procédé à la reconnaissance de la désignation par voie coutumière des chefs de canton ;
- et suivi un séminaire gouvernemental.

Au titre du projet de loi :

Le projet de loi adopté par le Conseil des ministres autorise la ratification de l'Accord cadre portant création de l'alliance solaire internationale (ASI), adopté le 15 novembre 2016 à Marrakech au Maroc.

L'Alliance solaire internationale est une initiative franco-indienne lancée le 30 novembre 2015 à Paris. Elle vise à faciliter et augmenter de manière significative la production d'électricité solaire dans les cent vingt-et-un pays (121) situés entièrement ou partiellement entre les tropiques du cancer et du capricorne.

L'Alliance constitue une plateforme de coopération entre les pays en voie de développement à fort potentiel solaire et les pays développés disposant de

technologies solaires avancées. Elle se fixe pour ambition de réduire les coûts de ces technologies et de développer l'innovation et les financements en faveur des pays du Sud.

La ratification de cet Accord cadre permettra à notre pays de mobiliser des ressources financières pour la réalisation des programmes et projets d'énergie

solaire. Elle favorisera également l'atteinte des objectifs poursuivis par l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables.

Au titre des décrets

Le décret examiné et adopté par le Conseil des ministres porte approbation de la déclaration de politique du secteur de l'économie numérique pour la période 2018-2022. Les technologies de l'information et de la communication sont aujourd'hui omniprésentes dans tous les secteurs de l'économie. Les opportunités qu'elles offrent sont de plus en plus grandes, et les enjeux pour le Togo sont considérables. Les effets bénéfiques du développement des communications électroniques sur la croissance sont bien connus, et aucune politique de développement ne saurait se concevoir aujourd'hui en dehors de l'économie numérique. Or, la précédente déclaration de politique sectorielle qui couvrait la période 2011-2015 est arrivée à échéance. Elle tendait à faciliter l'accès des TIC aux citoyens et à faire du Togo une vitrine dans la sous-région en matière de TIC. L'objectif visé

en 2011 était d'atteindre en 2015, un taux de pénétration téléphonique fixe et mobile de 60% et un taux de pénétration haut débit de 15%.

Le présent décret vise donc à permettre au ministère des postes et de l'économie numérique de renforcer et accroître son action.

La nouvelle déclaration de politique du secteur de l'économie numérique pour la période 2018-2022 repose sur quatre axes fondamentaux à savoir :

- développer les infrastructures locales nationales et internationales ;
- favoriser la diffusion des TIC dans l'économie et l'accroissement des usages pour les couches les plus vulnérables ;
- renforcer la concurrence sur l'ensemble des segments du marché ;
- et garantir la souveraineté numérique nationale, notamment la cyber sécurité et la protection des citoyens.

Pour assurer une meilleure coordination dans la mise en œuvre de la stratégie, il est prévu un dispositif institutionnel de pilotage et de suivi constitué d'un comité national du numérique placé sous l'autorité du Premier Ministre et d'un comité technique en charge du pilotage opérationnel dirigé par le ministre en charge de l'économie numérique.

Le second décret examiné en première lecture par le conseil des ministres fixe les modalités de délivrance d'autorisation spéciale de sortie

d'un enfant du territoire de la République togolaise.

Le troisième décret examiné également en première lecture par le conseil porte délégation de pouvoir en matière d'adoption et amendement des règlements relatifs aux annexes de la convention de Chicago dans le domaine de l'aviation civile.

Au titre des reconnaissances

Le conseil des ministres a adopté trois décrets portant reconnaissance de la désignation par voie coutumière des chefs de canton de Badja dans la préfecture de l'Avé, de Katomé dans la préfecture du Moyen-Mono et de Affem-Boussoudans la préfecture de Tchamba.

Au titre du séminaire gouvernemental

Le conseil des ministres a suivi le séminaire gouvernemental relatif au programme de développement des agropoles au Togo.

Ce programme de développement des agropoles vient renforcer et compléter les multiples réformes et actions entreprises dans le secteur agricole, notamment la stratégie de relance de la production agricole (SRPA 2008-2010) suivi du programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA 2011-2016) qui ont permis d'impacter positivement les indicateurs de base du bien-être au Togo (sécurité alimentaire et nutritionnelle,

profil de la pauvreté) qui ont été mise en œuvre sous l'impulsion du Chef de l'Etat. Fort des acquis et du potentiel de croissance et de création d'emplois du secteur, le gouvernement a élaboré et adopté pour la période 2016-2030, la nouvelle note de politique agricole orientée vers l'accélération de la croissance, la compétitivité, la transformation des produits et plus d'ouverture vers les marchés. La stratégie de mise en œuvre de ce document de politique dont l'objectif vise à contribuer à l'accélération de la croissance économique, à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie tout en assurant l'inclusion sociale et le respect de l'environnement est basée sur le développement des agropoles.

Ce vaste programme qui va générer près de 25.000 emplois dans sa première phase, couvrira la période 2016-2030 et concernera trois sites à fort potentiel autour des bassins hydrographiques de la Kara, de l'Oti et du Moyen-Mono. A l'issue des discussions, le conseil a adressé ses remerciements à la Banque Africaine de Développement (BAD) qui accompagne notre pays dans cette première phase du programme ainsi qu'à tous les autres partenaires techniques et financiers qui sont partie prenante dans ce programme pour leurs appuis multiformes.

Fait à Lomé, le 20 octobre 2017

Le Conseil des ministres

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg